



... et son ministre des Finances, George Osborn, se sont gargarisés, ces dernières semaines, des signes de la reprise en Grande-Bretagne. Chômage à 7,7 % (contre 10,9 % dans le reste de l'Europe), PIB en hausse de 0,8 % au 3<sup>e</sup> trimestre, consommation en progrès de 1,8 %. Bravo, mais le mensuel « Alternatives économiques » (novembre) fait remarquer que, « face au manque à gagner fiscal provoqué par la récession, le gouvernement a décidé (...) de reporter à plus tard la résorption du déficit (7,9 % du PIB en 2012) ». Quant à la situation sociale, elle se résume ainsi : « érosion rapide du pouvoir d'achat des salariés [et] précarité croissante des contrats de travail ».

Et, malgré les invectives et les bousculades devant le cimetière, il a promis d'y revenir cette année.

Que fait le maire gaulliste du patelin ?

## Election à la corse au tribunal de commerce

**A**U tribunal de commerce d'Ajaccio, « Astérix » est un ouvrage de référence. Pas l'album qui vient de paraître, mais plutôt l'épisode où l'irréductible Gaulois découvre que, sur l'île de Beauté, « les urnes sont pleines avant l'élection ». Quelques siècles plus tard, le 2 octobre dernier, les candidats et électeurs des juges consulaires ont eu droit à un remake de cette bédé.

Dix jours avant ce scrutin, le 23 septembre, le président Paul

Scaglia écrit aux 146 membres du collège électoral une bafouille de deux pages dans laquelle cette éminence grise de la Grande Loge nationale de France s'émeut. Il y a de quoi : « contrairement aux règles de bienséance », écrit-il, de sombres individus, qu'il n'a ni choisis ni adoués, osent briguer les suffrages de leurs pairs ! En réponse, il donne la « liste officielle » des bons candidats pour lesquels il convient de voter. Et il en appelle aux an-

ciens membres de sa juridiction, qui, eux, « connaissent parfaitement les règles de cooptation, de compétence, d'impartialité, de discrétion qui codifient scrupuleusement leur fonctionnement ». Astérix avait donc raison...

Candidat malheureux à ce vrai-faux scrutin, Bertrand Dipéri dénonçait, dans un courrier adressé le 28 septembre à la présidence du tribunal de grande instance, de « nombreuses anomalies » et « opérations illicites ».

Ce patron de PME ne supporte ni la « propagande » officielle de Scaglia ni les « pressions » ou « intimidations ». Après le scrutin qui a vu la victoire des « candidats officiels », la juge de l'élection – qui est également présidente du tribunal de grande instance d'Ajaccio – a saisi le procureur de la République.

Lequel a ouvert une enquête... Bon courage !

## elles part en chasse

doute, les meilleures intentions du monde. Il s'agit tout bonnement d'uniformiser la contenance des chasses d'eau, au nom de la protection de l'environnement : 5 litres pour l'évacuation des toilettes, 1 litre pour les urinoirs, 3 litres pour les demi-chasses d'eau.

Comme d'habitude, Bruxelles a fait les choses sérieusement : enquête de trois ans dans les 27 pays

de l'Union, et, finalement, une étude de 122 pages qui aura coûté près de 90 000 euros. Les Anglais n'ont pas apprécié qu'on vienne fouiller dans leur intimité pour révéler qu'ils sont de sales gaspilleurs : ils utilisent 6 litres par visite.

Ils n'ont qu'à bien se tenir : le futur WC européen sera présenté dans les jours qui viennent. Une sacrée avancée.

## bourses !

dans le maquis. Pourtant, ce projet de loi mérite d'autres critiques et, notamment, il plongera les putes dans encore plus de clandestinité.

Enfin, le coup de grâce est administré aux 343 par Morgane Merteuil, du Strass (Syndicat du travail sexuel), qui, dans « L'Express », accuse leur pamphlet d'« abjection » et traite ses signataires de « médiocres ». De surcroît, Morgane les baffa d'un cinglant « Nous ne sommes pas vos putes ! Nous ne sommes les putes de personne ! ».

A quand une plainte des 343 pour dépression post-grotesque ?

D. S.

## LES ÉCOLOS VONT-ILS QUITTER LE GOUVERNEMENT ?



**L** paraît que Montauban a reçu le label de l'Unicef « ville amie des enfants ». A en croire « L'Humanité » (31/10), ce n'est peut-être pas tout à fait justifié. La maire UMP de la ville, Brigitte Barèges, « refuse d'inscrire à l'école des enfants dont les parents sont sans papiers ». Tolérés en classe à condition qu'ils arrivent à l'école discrètement, ils sont exclus de toutes les activités périscolaires et de la cantine. Une trentaine de gosses seraient dans ce cas, selon RESF. Le défenseur des droits, Dominique Baudis, a adressé à la maire une mise en demeure, sans succès pour l'instant. « L'Humanité » rappelle que la même élue UMP avait lancé au moment du débat sur le mariage homo : « Et pourquoi pas des unions entre animaux ? Ou la polygamie ? »

Un cas, cette dame.

**L**ES vraies questions sont enfin posées. « Doit-on craindre une pénurie de vin ? » demande gravement « Le Parisien » (1/11), graphiques à l'appui. Il paraît qu'on assiste à un « déclin de la production mondiale » et à une « hausse rapide de la consommation ». C'est la banque Morgan Stanley qui le dit dans une savante étude : « Le prix de la bouteille va flamber. » Les viticulteurs français ne produisent guère plus de 43 millions d'hectolitres par an, contre 57 millions en 2000.

Tout fout le camp.

Jérôme Canard